

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 60 F; 6 mois : 30 F
pli fermé : 90 F et 45 F
Abonnements de soutien :
partir de 100 F

18^e ANNEE - N° 341
LE NUMERO : 2,50 F
16 juil. au 3 sept. 1981

Le capitalisme sur un volcan

Un journal américain de Paris constate que « l'impression de vivre sur un volcan » se généralise. Et comme « par essence, à mesure qu'elle grandit et se répand, la peur devient vague, irrationnelle et généralisée, engendrant paralysie et panique », il tente de dresser un inventaire

« des craintes et dangers actuels » afin de « rechercher des solutions adaptées à des menaces précises, quand c'est possible, ou à celles qui sont de nature générale » (International Herald Tribune des 6-7 juin 1981).

L'article considéré se borne à recenser les dangers économiques, à l'exclusion des autres. L'un des plus graves est celui d'une « crise économique mondiale », à côté de laquelle les difficultés actuelles paraissent des enfantillages. Et, bien qu'il considère que ces difficultés sont accentuées en Europe par la politique américaine des taux d'intérêts qui cherchent à repousser la crise vers cette zone, et par le chômage qui y grandit de façon vertigineuse, la solution qu'il suggère est de promouvoir « une meilleure coordination des politiques occidentales », ce qui revient à dire que le remède contre la maladie est la bonne santé... Personne n'a jamais guéri d'une telle médecine!

Un autre danger est celui d'un « effondrement de l'ensemble du système monétaire international ». On craint naturellement la banqueroute due à un défaut de paiement des pays du Tiers-monde, mais le risque majeur est... la Pologne! La seule solution envisagée est de « répartir mieux les risques » entre les banques, ce qui peut retarder le moment de l'effondrement mais le rend encore plus inéluctable et plus général!

Autre danger plus grave encore : « l'écroulement du système de sécurité sociale » qui aurait pour conséquence de supprimer brutalement les « garanties sociales ». Le remède? « Ne pas attendre le dernier moment » pour « réduire les prestations » et « relever l'âge de la retraite »... En d'autres termes serrer la vis progressivement pour éviter un serage brutal qui provoquerait des réactions tout aussi brutales!

De telles réactions, la classe capitaliste en a aujourd'hui à nouveau l'expérience.

Elles prennent désormais une allure quasi-automatique.

Dans les pays les plus pauvres, où les conséquences de la crise sont les plus catastrophiques, la seule politique connue est celle du FMI qui vise à réduire encore la consommation populaire par le biais des augmentations brutales des prix afin de permettre au pays de rembourser ses dettes et d'équilibrer la balance commerciale. Après l'Egypte, la Turquie, le Pérou, cette politique vient de produire ses effets mécaniques au Maroc, où une fois de plus, la seule réponse capitaliste aux émeutes populaires est la mitraille et les tribunaux.

Même les pays bénéficiant du pactole pétrolier ne sont pas épargnés par la révolte des masses exploitées provoquée par la crise : l'Iran et l'Algérie sont là pour en témoigner.

Et les pays industrialisés et riches? La Pologne « socialiste » en est un. Les sacrifices exigés de la classe ouvrière ont déjà produit un immense mouvement de classe que l'Eglise et l'opposition démocratique ont pu jusqu'ici canaliser avec le concours de tous les pays et des banquiers de l'Est comme de l'Ouest. Mais jusqu'à quand?

Dans les démocraties occidentales, les gouvernements utilisent toute une gamme de moyens pour tenter d'éviter la lutte sociale. En Espagne ou en Italie, on a choisi la politique de « liquidation négociée » des avantages acquis. Pour la France, désormais « socialiste », on estime qu'il faut d'abord faire quelques réformes et jeter un peu de poudre aux yeux pour ensuite être en mesure d'exiger des sacrifices de la classe ouvrière. Dans

DANS CE NUMERO

- Les communistes et les nationalisations.
- Le retour au bercail du gauchisme.
- 1944-47 : Au temps des « camarades ministres ».
- Algérie, Pologne, Iran, Angleterre.
- Correspondances : Confection-Paris, PTT-Créteil, Lyon.

la vieille Angleterre civilisée de Thatcher, qui mène une politique de liquidation draconienne des « garanties », parallèle à celle de l'Amérique de Reagan, voilà que les banlieues ouvrières en proie au chômage, aux persécutions policières, à la faim, s'embrasent une à une en une succession d'émeutes qui répondent en écho à la révolte des prolétaires catholiques de l'Ulster.

Partout, l'OCDE prévoit une aggravation rapide du chômage pour de longs mois, et la reprise promise ne fera pas sentir ses effets avant le printemps 1982. Où éclateront donc les prochaines luttes? La bourgeoisie craint désormais qu'une « vague sociale déferle sur l'Europe » pendant l'hiver 1981-82.

Nous suivons pour notre part avec enthousiasme les progrès de la vague prolétarienne qui a pris naissance à la pé-

(Suite page 3.)

Le PC au gouvernement pour verrouiller la paix sociale

Pendant plus de trois années, le PC a tenté de faire croire qu'il cherchait à empêcher le PS de « faire une politique de droite », d'aller au gouvernement pour « gérer la crise » et pour faire accepter à la classe ouvrière « une austérité de gauche ». La condition du succès de ce combat devait être une gauche « rééquilibrée » par un « PC fort ».

En réalité, le PS a remporté un succès électoral éclatant, conquis une nouvelle « chambre introuvable » de 295 sièges qui lui assure la majorité absolue. Il aurait très bien pu se passer du PC pour assurer le fonctionnement du gouvernement, et s'est trouvé en situation non seulement d'appliquer son programme mais même de poser au PC toutes ses conditions. Et après avoir réduit son influence politique, voilà qu'il se paie le luxe de le faire littéralement ramper vers quatre strapontins gouvernementaux.

Les vitupérations du PC pendant ces trois dernières années apparaissent donc pour ce qu'elles sont : du vent. Non seulement le PS n'a pas changé de programme, mais il vient d'obliger le PC à accepter le sien! Dans la politique sociale comme dans la politique industrielle, et même dans la politique étrangère. Et l'« accord » a été scellé par une promesse de « solidarité sans faille » au gouvernement et au parlement, dans les collectivités locales mais aussi dans les entreprises. On ne dit pas « dans les syndicaux », car on respecte formellement leur soi-disant indépendance, mais on parle de respect des « fonctions propres des institutions et des partis », ce qui, en langage clair, signifie qu'on exige de la CGT qu'elle renonce à servir de levier pour la politique propre du PCF. Il est donc clair que le pacte conclu entre le PS et le PC va bien plus loin que ceux qui furent signés en 1936, où le PCF est resté hors du gouvernement, et même en 1945, où il avait davantage de liberté de mouvement.

Naturellement, on n'imagine pas une telle politique en dehors d'une période de crise capitaliste grave, où la collaboration du

(Suite page 2.)

Vers les 35 heures? A petits pas, et chacun chez soi...

En réalité, le patronat n'a pas modifié, en ce début de juillet, sa position sur la durée du travail : il a toujours envisagé une petite réduction possible, à condition d'obtenir en échange la liberté de moduler les horaires au gré des commandes, et pourvu que « la réduction soit payée par une augmentation de la productivité » (Ceyrac, Le Monde du 3-7-81).

Mais il était temps qu'il parle de concessions possibles. La CFDT s'affolait : allait-il falloir une loi, fâcheux processus, centralisation abusive, manie jacobine de l'intervention de l'Etat! En ressuscitant — bien pâlis — ces vieux thèmes anarchisants, la CFDT n'en veut pas vraiment à l'Etat, ou à son gouvernement de gauche dont elle est l'égérie, et n'entend pas prêcher aux ouvriers l'action directe plutôt que l'intervention parlementaire... Elle craint d'abord de perdre une occasion de constituer ces habitudes de négociations à tous les niveaux qui manquent en France pour étouffer les luttes; et surtout, elle redoute tout ce qui pourrait donner aux travailleurs l'idée dérangeante d'unir leurs efforts, de les concentrer en vue d'un but commun, identique pour tous (loi, décret ou accord, peu importe). Négociations par branches, prise en compte des difficultés particulières (celles des patrons, bien sûr), chacun chez soi, c'est ce qu'elle préconise, exactement comme Ceyrac qui, dans l'interview au Monde déjà citée, se déclarait favorable à la négociation sectorisée, et « attaché aux rapports d'information réciproque, de négociation et de gestion — à travers

(Suite page 2.)

Solidarité avec nos frères marocains!

Le sang de nos frères de classe vient de couler à Casablanca. Le bilan des émeutes du 20 juin s'élève à plus de 800 morts et des milliers de blessés, et actuellement les tribunaux condamnent à toute vitesse et par paquets de 20 ou de

50 ceux qui ont été arrêtés à de lourdes peines de prison. La répression de la bourgeoisie marocaine est à la mesure de la terreur que lui a inspirée l'émeute des masses laborieuses.

Si ces masses se sont dressées directement contre leur propre bourgeoisie et leur propre Etat, leur révolte visait derrière cet ennemi immédiat tout l'impérialisme mondial et l'impérialisme français en particulier. En effet, elle a été déclenchée par la hausse de 85 % des produits alimentaires de base exigée par le plan de redressement du Fonds Monétaire International et elle s'est affrontée à une armée formée par la France (on ne compte pas le nombre des généraux passés par St-Cyr, à commencer par Hassan II) et équipée par elle comme par les Etats-Unis.

L'horrible misère qui est le lot quotidien des masses marocaines est le résultat direct des efforts de la bourgeoisie marocaine pour se tailler sa petite place dans le concert des nations bourgeoises au moment où la crise générale du monde capitaliste frappe de plein fouet les Etats les plus faibles. Déjà, à la suite de l'indépendance, l'accaparement des terres des colons par l'Etat des grands propriétaires et des grands bourgeois et le développement d'une agriculture tournée vers le marché mondial avait produit l'expropriation des paysans, alors que le développement industriel restait faible : en 1960, 27 % de la population active masculine était sans travail. Les masses prolétariennes étaient condamnées à s'entasser autour des villes dans des habitations de fortune et à survivre d'expédients. Même les ouvriers qui avaient du travail subissaient le blocage des salaires, l'intensification du travail, les menaces de licenciements, la répression syndicale. C'est cette situation qui a produit le soulèvement du 23 mars 1965.

Aujourd'hui, la situation a été aggravée non seulement par les répercussions de la crise mondiale de 1974-75, mais aussi par la guerre du Sahara. D'une part la crise du textile en Europe a conduit à des mesures protectionnistes qui ont entraîné la fermeture de plusieurs usines au Maroc; les patrons marocains se plaignent d'être « moins compétitifs que l'Extrême-Orient »; cette concurrence frappe même l'agriculture, puisque la CEE préfère les tomates hollandaises à celles, moins chères pourtant, du Maroc. Par ailleurs le Maroc subit de manière aiguë les contre-coups de la crise du Sahara Occidental. Ainsi, non seulement les masses exploitées marocaines payent les frais de la crise du système capitaliste mondial auquel l'économie et la bourgeoisie marocaines sont intimement liées; mais, en plus, le régime leur fait payer la note de la guerre injuste et réactionnaire qu'il mène contre les masses sahraouies avec la bénédiction et l'appui logistique des impérialismes américain et français. Déjà, à la fin de 1978, le coût de la guerre au Sahara Occidental s'élevait à 1 milliard de dollars soit 16 % du budget global de l'Etat.

Dans ces conditions, au-delà de la réaction légitime à la hausse des prix des produits de première nécessité, les émeutes de Casablanca constituent la riposte des masses ouvrières et exploitées à la misère et aux effets catastrophiques de la crise internationale du capitalisme.

Dans la situation actuelle au Maroc où la bourgeoisie déclare à travers l'Istiqlal et l'UGTM : « Non à la grève au moment où

le Maroc mène la bataille du Sahara! », la grève générale et les émeutes de Casablanca signifient objectivement la rupture de l'« Union sacrée » à laquelle le régime et la soi-disant « opposition marocaine » ont appelé les masses avec la fameuse « marche verte ». Une « Union sacrée » que le Parti communiste (PPS) continue à revendiquer aujourd'hui malgré les massacres de Casablanca, alors que l'USFP (socialiste) feint de garder ses distances.

Mais la signification des luttes de juin est plus large et elles se distinguent de celles qui les ont précédées. A la différence des émeutes du 23 mars 1965 qui ont été déclenchées par les lycéens à la suite d'une mesure scolaire sélective, celles du 20 juin 1981 ont eu dès le début un caractère plus prolétarien que populaire en ce sens qu'elles ont été déclenchées sur fond d'une grève générale où ce sont les ouvriers et les prolétaires des transports qui ont joué le rôle moteur et déterminant.

De plus, contrairement aux années 50, la période qui s'est ouverte dans les années 70 n'est plus celle de l'apogée des mouvements de libération nationale dirigés par la bourgeoisie ou la petite-bourgeoisie nationales.

L'approfondissement de la crise du capitalisme mondial, la fin du cycle national-démocratique dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie, l'accession de la bourgeoisie au pouvoir soit directement au cours d'une révolution nationale-démocratique, soit par son intégration progressive aux rouages de l'Etat

(Suite page 3.)

Vers les 35 heures ?

(Suite de la première page)

L'UNEDIC, les caisses de retraite, etc. — tout cet ensemble complexe que l'on appelle la vie contractuelle ».

Laissons ces araignées perfectionner leur cher « tissu social ». Tous les travailleurs ont besoin d'un temps de travail réduit, 5 jours à 7 heures par jour maximum, et, avec ou sans loi, ils ne l'obtiendront qu'en montrant leur force et en luttant ensemble dans le même sens.

Indépendance syndicale façon CGT

La CGT, elle, utilise le vieux drapeau de l'« indépendance du syndicat » (Krasucki avait déjà préparé les choses avant les élections), et présente ses adhérents comme des « partenaires libres et constructifs du gouvernement de gauche et de tous ses ministres » (y compris, donc, le petit quarteron de ministres communistes). Elle a évidemment tout intérêt à laisser croire à une marge de manœuvre, du moins auprès des travailleurs qui risquent de ne pas se laisser endormir très longtemps devant la faiblesse des concessions réelles.

Mais comment se manifeste cette fièvre d'indépendance ? Par des applaudissements devant les soi-disant « avancées » sur la réduction du temps de travail ! 39 heures, c'est bien ; voilà le partenaire constructif. 38 heures, ce serait mieux ; voilà l'indépendance... Une heure d'avance, et demandée si poliment !

Les travailleurs vont-ils s'en contenter ?

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 13

Angers : 156 F ; Lyon : 194 F ; Strasbourg : 1.064 F ; Laval : 58 F ; Toulouse : 9 F ; Paris « Pour le communisme » : 1.400 F.

« Solidarité Algérie » : Grenoble : 147 F ; de la part de « Communist Workers' Organisation » : 100 F.

TOTAL 3.128 F

TOTAL PRECEDENT 83.894 F

TOTAL GENERAL 87.022 F

1944-47: au temps des « camarades ministres »

Tout au long de la campagne électorale, le PCF a insisté sur le fait qu'il n'y aurait pas de véritable « changement » sans la participation de ministres communistes au gouvernement et, pour appuyer ses dires, il a fait constamment allusion à la période 1944-1947 au cours de laquelle, grâce aux camarades ministres, des progrès considérables auraient été faits dans le domaine économique et social en faveur des travailleurs : nationalisations, création de la Sécurité sociale, comités d'entreprise, conventions collectives, etc. Quel était le sens de ces réformes ?

A l'issue de la guerre la France connaît une crise profonde : la situation économique est catastrophique, l'appareil de production est à moitié détruit. La situation sociale est dangereuse : les masses ont faim et il n'y a rien à manger. La situation politique est délicate : l'appareil d'Etat est sorti ébranlé et affaibli de la guerre et de la collaboration. Enfin à l'extérieur l'impérialisme français est menacé.

Pour la bourgeoisie française les objectifs sont clairs : rétablir la situation économique, sociale, politique de la France. Cette politique exige l'union sacrée : le PCF ira au gouvernement.

Sur le plan économique il faut reconstruire le pays. D'où les appels du PCF à gagner la bataille de la production. Produire devient la forme la plus élevée du devoir de classe. La grève est l'arme des trusts. Les travailleurs doivent retrousser leurs manches. Economie nationale, Reconstruction, Travail, Production industrielle : tels sont les postes ministériels occupés par le PCF. La classe ouvrière, elle, trime à mort. En février 1946, le ministre communiste du travail, Croizat, fait adopter une loi qui augmente de 25 % les heures supplémentaires jusqu'à 48 heures, de 50 % au-dessus. En mai 1946 Thorez félicite les cheminots d'avoir accepté de travailler jusqu'à 54 heures par semaine !

C'est dans ce contexte qu'il faut voir la politique de réforme qui a été menée. Passons sur les nationalisations qui n'ont rien apporté aux travailleurs et qui étaient simplement un moyen pour l'Etat d'intervenir directement dans l'économie pour mieux la diriger. Les réformes sociales avaient pour but d'assurer la paix sociale. Dans ses Mémoires de Guerre De Gaulle dit clairement qu'il fallait « renouveler les conditions sociales afin que le travail reprenne et qu'échoue la subversion ». « Sans des changements profonds dans ce domaine, ajoutait-il, il n'y aura pas d'ordre qui tienne ». Enfin ces mêmes réformes étaient faites non pas pour la défense des travailleurs mais pour la défense du capitalisme lui-même.

La Sécurité sociale ? On peut se faire une

Le retour au bercail du gauchisme soixante-huitard

La victoire du PS balaie d'un coup tous les restes du verbalisme révolutionnaire de l'extrême gauche soixante-huitarde. Partie en France dans les années 60 de réactions à la politique ouvertement impérialiste du stalinisme dans la vague anticoloniale, l'extrême gauche a pris son essor avec la grande grève de mai 68. Mais elle a finalement été submergée par la renaissance du courant social-démocrate qui est parvenu à la mettre à sa remorque.

Ses accents anti-réformistes et révolutionnaires d'il y a quinze ans ont désormais disparu. La fin de la vague anti-impérialiste et l'alignement successifs des « pays progressistes » sur l'ordre établi impérialiste lui a porté des coups très durs. La pénible constatation que la révolution n'est pas si facile et que la domination de l'opportunisme repose sur de dures réalités objectives, ont finalement eu raison de ses élans de combativité, surtout avec l'approfondissement de la crise internationale.

Le caractère barricadier de ces organisations avait déjà été nettement entamé par leur lutte contre la Gauche prolétarienne en 71-72. Il a ensuite disparu dans le « jeu syndical » et le « jeu parlementaire ». Après avoir jeté l'appât avec la discussion sur la « transition au socialisme », l'appareil CFDT a tiré l'hameçon après LIP : pas de fractions, pas de liens horizontaux ! Puis l'« affaire des comités de soldats » lui a permis de faire en 76 la « chasse aux coucous ». Toute la gamme du gauchisme bonzifié s'est alors alignée comme un seul homme, finissant par condamner toute organisation qui tendait à se rendre indépendante des appareils syndicaux.

Parallèlement la ronde folle des « batailles » électorales avec les présidentielles de 74, les cantonales de 76, les municipales de 77 et les législatives de 78, a fini par entraîner ceux-là mêmes qui criaient naguère : « électeurs : piège à cons ! ». On a vu des groupes qui, comme Lutte ouvrière, ont sombré dans un électoralisme éperdu : les militants de ce groupe ont même fini par déserteur les luttes immédiates et par abandonner leur langage ouvrieriste pour mener la croisade du bon sens démocratique sous la bannière d'Arlette Laguiller, cette Jeanne d'Arc des petites gens ».

Pour les autres tenants du trotskysme, l'OCI comme la LCR ou les spontanistes de l'OCT, la victoire de la gauche était déjà devenue une sorte de voie de passage obligatoire pour l'émancipation ouvrière. Pour ces terribles révolutionnaires, seule la défaite électorale de Giscard pouvait « débloquent la situation » et permettre à la classe ouvrière de lutter. C'est pourquoi la rupture de l'union de la gauche à la fin 1977 fut considérée comme une « formidable catastrophe ». L'OCT a pratiquement disparu, la LCR y a perdu son quotidien...

Le maoïsme de son côté n'a pas été épargné par les allées et retours du pendule de la politique de l'Etat chinois et a également perdu ses deux quotidiens. Aussi a-t-il trouvé dans cette rupture une occasion bénie pour s'aligner plus ou moins ouvertement sur le PS, son chauvinisme anti-russe aidant.

Il est à noter que personne ne parlait déjà plus de révolution pendant la campagne électorale de 1978. Tout ce beau monde ne présentait plus que des revendications immédiates à satisfaire par un gouvernement « de gauche », ce qui était un moyen de conforter encore la classe ouvrière dans l'illusion réformiste que l'on peut éviter la lutte de classe. Et c'est ainsi que tout ce beau monde a fini par travailler, dans ces élections de 1981, pour la victoire de la gauche. Même les anarchistes de l'UTCL ont discuté ferme pour savoir s'ils ne devaient pas participer aux élections, tellement le vent unitaire soufflait fort !

Le contraste était d'autant plus grand entre la rage électorale de ces courants, et l'apathie qu'a manifestée la classe ouvrière jusqu'à la veille du 2^e tour des présidentielles. A cette époque, la possibilité d'en finir avec la clique au pouvoir depuis 23 ans a fait se lever une brise d'espoir dans la classe ouvrière ; elle a surtout provoqué une explosion de joie dans les couches moyennes, qui voient dans le gouvernement PS leur gouvernement, et il est apparu alors combien l'excitation de l'extrême gauche correspondait à l'état d'esprit de ces couches.

*

Pendant des années, les aplatissements successifs de l'extrême gauche, sa bonzification, son électoralisme, son aversion pour toute violence, qui s'est de plus en plus ouvertement manifestée avec la dénonciation des

terroristes comme les responsables du blindage de l'Etat, l'alignement total sur le social-impérialisme devant les luttes de l'immigration, etc., ont provoqué le dégoût et des tendances fortement anti-organisation et anti-parti. Et aux quelques militants inquiets de cette évolution, a été servi cet argument prétendument irréfutable : c'est seulement au gouvernement que la gauche pourra se démasquer devant les travailleurs.

Nous avons largement démonté pour notre part ce raisonnement vicieux, qui prétend s'appuyer sur les illusions de la classe et non sur ses intérêts matériels comme moteur de la lutte de classe, et qui sert en réalité à voiler un accord de principe avec le réformisme.

C'est ainsi que le gouvernement Mitterrand-Mauroy a été quasi-unanimement présenté comme « une défaite pour la classe capitaliste », incomplète certes, du moment que le patronat reste en place... Et quand le gouvernement PS a lancé son « tout n'est pas possible », l'extrême gauche a répondu comme un seul homme : « d'accord, pas de surenchère ! ». Il n'est donc pas question de mettre en avant les besoins économiques et politiques pressants de la classe ouvrière afin de faire la démonstration qu'on ne peut y répondre que par la lutte ouverte contre le front uni bourgeoisie-gouvernement-appareils syndicaux. Il n'est pas question d'utiliser cette lutte vitale comme levier de la préparation de l'alternative révolutionnaire, que seule peut permettre une attitude d'opposition inconditionnelle à l'Etat capitaliste, et à tous ses gouvernements.

Même Lutte Ouvrière, que son scepticisme moralisateur incline à sauver périodiquement son âme par des déclarations platoniques de « méfiance » avant de se jeter à corps perdu dans le courant « parce que les travailleurs pensent ainsi », a appelé à voter au premier tour pour son organisation, « la plus à gauche », « pour dire qu'on veut bien attendre, mais pas éternellement » (LO du 13-6).

Pour le PCML, « l'attitude à l'égard du gouvernement dépend de l'action qu'il aura » (Humanité Rouge du 22-5), ce qui est, comme dans le cas précédent, une manière de suivre la mode sans répondre franchement

(Suite page 4.)

Le PC au gouvernement...

(Suite de la première page)

PC, c'est-à-dire du parti qui a la plus forte influence sur la classe ouvrière, est indispensable au gouvernement. C'était le sens même de la signature du programme commun en 1972. Et malgré la rupture de 1977, PS comme PC n'ont cessé de présenter l'« union de la gauche » comme une perspective « stratégique ». De plus, 1981 n'est plus 1972 et les signes avant-coureurs de crise internationale qui se présentent alors se sont changés en dangers de plus en plus menaçants. Il est maintenant quasiment certain, après la Pologne, que des luttes ouvrières d'importance éclateront tôt ou tard dans l'Europe occidentale elle-même, et qu'il faut s'y préparer. Pour le gouvernement PS, des troubles sociaux sont attendus cet hiver même, étant donné l'ampleur du chômage.

Mais il y a collaboration et collaboration ; c'est-à-dire que la forme de cette collaboration importe énormément. Pour comprendre cet accord, il faut comprendre pourquoi le PC a tenu à entrer au gouvernement, et pourquoi le PS a tenu à l'y faire entrer.

Que le PC ait été obligé d'accepter un tel accord, et plus généralement de taire toutes ces divergences et ces surenchères faites pendant 3 ans et demi de rupture avec le PS et d'accepter le programme de Mitterrand, lui-même en retrait par rapport à celui du PS, ne s'explique pas seulement par le recul d'influence électorale du PC : il avait le même poids électoral en 1936 et pourtant, il savait jouer sa carte. Cela ne s'explique pas non plus seulement par le « sens du devoir civique » — et il est grand ! — d'un PC prêt à subordonner toute aspiration bourgeoise particulière sur l'autel de l'intérêt national, ce qui n'existe jamais dans la classe capitaliste qui sait toujours se faire payer un intérêt élevé sa contribution à « l'intérêt général » de classe. Cela s'explique aussi par son évolution, son « usure politique », la participation quotidienne de ses masses « militantes » aux conseils municipaux, aux comités d'entreprise, aux bureaucraties syndicales, aux « œuvres sociales » de toute sorte, bref par un profond besoin de gérer, d'« aller à la soupe » d'une bonne partie de ses troupes, besoin qui, à un moment donné, doit devenir plus important que toute considération idéologique, toute satisfaction sur le nombre immédiat des nationalisations ou l'attitude vis-à-vis de la Pologne ou de l'Afghanistan. Pour le PC aussi, « Paris vaut bien une messe ! ».

Si l'on considère les choses du côté du PS, Jospin et Mitterrand ont plusieurs fois expliqué clairement qu'ils préféraient le PC au gouvernement plutôt qu'à l'extérieur, afin de mieux le museler ainsi que la CGT. Or une telle préoccupation n'est nullement justifiée par une quelconque volonté de dé-

fense des conditions de vie de la classe ouvrière par la lutte directe, de la part du PC ou de l'appareil de la CGT. L'expérience de longues années est là pour le prouver. Il y a sans doute aussi la préoccupation d'empêcher que le PC n'utilise son poids dans la classe, son appareil, son influence locale, etc., comme moyens de pression pour faire avancer ses objectifs politiques particuliers, tant dans le domaine international (question Est-Ouest) que dans la politique industrielle (nationalisations, protectionnisme) ou dans la politique sociale, ce qui est une constante du PCF, en tant que parti bourgeois.

Il est clair que l'écrasante victoire électorale du PS lui a permis de faire passer un PC prêt à collaborer à n'importe quel prix sous les fourches caudines de son programme, tout en exigeant de lui qu'il se limite à jouer son rôle de pompier social. Sans doute est-ce un brillant succès du point de vue de l'unification des forces politiques de l'impérialisme français. Nous savons cependant pour notre part qu'un des secrets de l'efficacité de pompier social du stalinisme a été précisément la possibilité de faire passer ses divergences sur la politique impérialiste, notamment depuis son éviction du gouvernement en 1947, pour une opposition de classe. Si sa marge de manœuvre politique se réduit, son efficacité anti-prolétarienne doit aussi se réduire devant des réactions ouvrières.

Cependant la bourgeoisie n'a pas le choix, et cette usure est une manifestation même de la putréfaction du capitalisme, qui exacerbe son caractère totalitaire.

Quoiqu'il en soit, la « solidarité sans faille » donne dans l'immédiat une arme redoutable à la bourgeoisie qui tente de constituer un front compact gouvernement-parti-syndicats, non seulement pour contrer les réactions ouvrières, et « savoir arrêter la grève » comme le disait Thorez en 36, mais même pour l'interdire de fait, en empêchant la classe dans les mailles serrées d'un « tissu social » de négociations tous azimuts que l'on tente de créer grâce aux miettes de la « solidarité » et de la « politique de relance », avant de s'en servir pour faire accepter les sacrifices en grand.

La seule solution féconde est la suivante : lutte à outrance pour les revendications de classe, pour l'indépendance de classe, contre le pacte social patronat-gouvernement-syndicats, pour préparer l'issue révolutionnaire à la crise du capitalisme.

A NOS LECTEURS

Le n° 342 du « Proletaire » paraîtra le 4 septembre 1981

